



FACE AUX DÉFIS ÉCOLOGIQUES

des initiatives locales
et des actions de long terme

VERS UN RAPPROCHEMENT DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET DE L'ENVIRONNEMENT ?

INTRODUCTION p. 293

L'OBSERVATION DE L'ÉCONOMIE VERTE
PAR LA STATISTIQUE PUBLIQUE p. 295

LA MOBILISATION DES POUVOIRS PUBLICS
EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE VERTE p. 300

DES ÉLÉMENTS DE TRADUCTION
AU SEIN DU MONDE DE L'ENTREPRISE p. 305

L'ÉVOLUTION DES MÉTIERS ET DES COMPÉTENCES p. 308

De nombreux enjeux environnementaux s'imposent non seulement à la France, mais également à l'échelon mondial. La biodiversité et les services écologiques qu'elle rend, indispensables au bon fonctionnement des économies des pays développés, traversent une crise majeure. La surexploitation de certaines ressources ou leur consommation excessive eu égard à leur rareté ou à leur raréfaction croissante posent des questions d'accès à ces ressources ou de disponibilité selon des échéances parfois très rapprochées. Ces questions environnementales, de nature globale, vont de pair avec un impact grandissant de la dégradation des milieux sur la santé des populations, dans un contexte d'intensification urbaine et de changement climatique.

Les tensions sur l'environnement, sinon la crise écologique, deviennent d'autant plus manifestes que la France subit depuis plusieurs années une crise à la fois économique et financière ; les entreprises sont confrontées à une concurrence internationale accrue, à la volatilité des prix des matières premières, à des contraintes budgétaires et de financement, à des restructurations industrielles, etc., générant, entre autres, des problèmes de compétitivité ; le marché du travail se dégrade depuis quelques années.

Le constat opéré par les récentes stratégies nationales (SNDD, SNTEDD) ou les sommets internationaux (Rio+20) débouche sur l'idée que les réponses à ces différentes crises doivent être traitées conjointement. Les niveaux national, européen et international convergent pour affirmer clairement la nécessité d'une réorientation du modèle économique vers une économie définie comme « verte », pour une croissance durable. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement, l'**économie verte** se définit comme « *une économie qui engendre une amélioration du bien-être humain et de la justice sociale, tout en réduisant sensiblement les risques environnementaux et les pénuries écologiques. Sur le plan pratique, on peut considérer que, dans une économie verte, la croissance des recettes et la création d'emplois proviennent des investissements publics et privés qui conduisent à une amélioration des ressources, à une réduction des émissions de carbone, des déchets et de la pollution, et à la prévention de la perte de biodiversité et de la dégradation des écosystèmes. Ces investissements sont à leur tour soutenus par la hausse de la demande en faveur de produits et services respectueux de l'environnement, par l'innovation technologique et, très souvent, par les mesures fiscales et sectorielles correctives adoptées pour garantir que les prix reflètent correctement les coûts environnementaux* ».

La responsabilité environnementale concerne aussi bien les **consommateurs** (voir chap. « *Vers des modes de vie et de consommation durables ?* », p. 253) que l'**appareil productif**. Ce dernier doit s'adapter et innover pour anticiper les conséquences environnementales à terme de décennies de surconsommation

et de dégradation des ressources. La réussite de cette évolution suppose :

- **l'existence de moyens mobilisés par les pouvoirs publics pour favoriser, accélérer cette évolution** : les outils réglementaires (largement impulsés par le cadre européen dans le domaine environnemental) ; les outils économiques, qu'il s'agisse de fiscalité, de signaux prix ou d'incitations ; les soutiens publics notamment à la R&D et l'innovation ; les outils d'information comme les labels, créant de la différenciation (voir chap. « *Vers une société de la connaissance pour une information encore plus efficace ?* », p. 343) ;

- **un tissu social ou sociétal apte à intégrer ces évolutions, à les accompagner, voire à les promouvoir**. Cela s'exprime particulièrement dans la nécessaire évolution des métiers afin d'y intégrer les problématiques environnementales ; une telle approche dépasse le cadre des métiers dédiés à l'environnement. Elle procède d'une anticipation de la **transformation des métiers et des compétences** clés attendues. Cela passe par une **adaptation du système de formation**, aussi bien la formation **professionnelle continue** que la formation **initiale**. Dans un contexte de dégradation du marché du travail, l'intégration des préoccupations environnementales fournit par ailleurs une opportunité de créer de l'emploi¹. Sur les filières en déclin, elle suppose cependant d'identifier comment le transfert de compétences peut s'opérer vers des secteurs aux opportunités durables d'emploi.

Plus globalement, à l'échelle de la société, la prise de conscience plus profonde des enjeux environnementaux au quotidien doit s'accompagner d'une évolution des modèles de consommation, de production mais aussi d'organisation et ce, dans la durée.

Après les débats sémantiques des années 1990 sur le « développement durable », de nombreuses voix ont dénoncé l'économie verte comme un nouvel oxymore. En effet, elle ne résout pas l'antagonisme qui oppose deux visions des relations entre l'économie et l'environnement : d'un côté, certains voient en la croissance l'origine de tous les maux environnementaux et sa finalité est nécessairement destructrice ; de l'autre côté, elle apporterait les solutions aux problèmes posés et serait le vecteur d'améliorations du bien-être. S'il est sans doute illusoire de vouloir résoudre ces contradictions, il peut cependant être utile d'énoncer les différentes attentes associées au développement de l'économie verte :

- elle est tout d'abord envisagée comme une réorientation de la croissance ou un nouveau relais qui favorisera le **maintien et la création de nouveaux emplois**, dits « verts » ;

¹ OIT, PNUF, 2012. – *Working towards sustainable development: Opportunities for decent work and social inclusion in a green economy (Report by the Green Jobs Initiatives)* – Geneva: ILO – 288 p.

- elle procède du dynamisme (et du soutien à) de **filières innovantes**, à finalité environnementale ou réduisant considérablement leur impact sur l'environnement, qui contribue au maintien d'un tissu productif industriel sur le territoire national ;
- elle favorise de **nouveaux modèles technologiques**, plus économes, et contribue à l'émergence d'un **découplage absolu entre la croissance économique et l'usage des ressources**.

Ces différentes attentes ne renvoient pas à des objectifs spécifiquement sociaux. **L'économie verte ne saurait donc être un substitut au concept de développement durable. Il s'agit en premier lieu de concilier le développement d'un système productif avec l'intégrité de l'environnement naturel.**

Des dispositifs ont été mis en place pour **identifier et mesurer le verdissement de l'économie** : quantifier si possible les changements mis en œuvre par les acteurs économiques ; discerner l'évolution du contenu des activités et des métiers associés ; estimer l'impact d'une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux par l'appareil de production sur l'emploi ; suivre l'évolution des pressions sur l'environnement. **Ces exercices restent inévitablement difficiles compte tenu de la disponibilité des informations existantes, de l'enchevêtrement des échelles d'approche mobilisées (macro, micro) et de l'hétérogénéité des domaines concernés.**

Ce chapitre a vocation à éclairer le lecteur sur les mécanismes du verdissement de l'économie compte tenu de l'état de la connaissance en la matière. Malgré la complexité de l'approche, la définition et le suivi d'outils de mesure (indicateurs notamment) tant sur les leviers de transition mis en œuvre que sur l'évolution du contexte, revêtent une importance cruciale. Les **éléments quantifiés** présentés restent, malgré tout, à ce stade, **lacunaires pour appréhender la problématique dans sa globalité**. Des informations plus qualitatives, de fait moins factuelles, les complètent ; il s'agit avant tout d'illustrations. Elles aident à appréhender la façon dont les différents acteurs (pouvoirs publics, filières, entreprises, organismes publics, organismes de formation, etc.) intègrent les enjeux environnementaux, **sans que l'on puisse encore quantifier l'impact de ces évolutions**. Il est en effet difficile d'affirmer si l'amélioration de certains pans de l'environnement (*voir chap. « Milieux », p. 45 et « Ressources », p. 156*) résulte, entre autres, d'un système productif plus intégrateur des enjeux environnementaux et d'une évolution des comportements (*voir chap. « Vers des modes de vie et de consommation durables ? », p. 253*).

Les informations présentées ne revendiquent en aucun cas l'exhaustivité.

Pour en savoir plus...

Bibliographie

- Centre d'Analyse Stratégique, 2010. – **La croissance verte : Quels impacts sur l'emploi et les métiers ? (Document de travail)** – Paris : CAS – 69 p. (<http://archives.strategie.gouv.fr/content/rapport-la-croissance-verte-quels-impacts-sur-l-emploi-et-les-metiers>)
- Centre d'Analyse Stratégique, 2010. – « **La croissance verte : Quels impacts sur l'emploi et les métiers ?** », *Note de veille*, n°164 – 9 p. (<http://87.98.143.6/content/note-de-veille-n%C2%B0164-janvier-2010-analyse-la-croissance-verte-quels-impacts-sur-l%E2%80%99emploi-et->)
- OCDE, 2012. – **The jobs potential of a shift towards a low-carbon economy (Final report for the European Commission, DG Employment)** – Paris : OCDE – 134 p. (<http://www.oecd.org/els/emp/50503551.pdf>)
- OCDE, 2011. – **Vers une croissance verte** – Paris : OCDE – 158 p. (<http://www.oecd.org/fr/croissanceverte/versunecroissanceverte.htm>)
- Organisation Internationale du Travail, Pnue, 2012. – **Working towards sustainable development: Opportunities for decent work and social inclusion in a green economy (Report by the Green Jobs initiatives)** – Geneva: ILO – 288 p. (http://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_181836/lang--fr/index.htm)